GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA — *L. 0,60*

Anno LXV — **Roma — Mercoledì, 9 gennaio 1924** — **Numero 7**

Abbonamenti.

		Anno	Sem.	Trim.
Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (Parte I e II)	L.	100	60	40
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	200	120	70
Roma, sia presso l'Amministrazione che a domicilio ed in tutto il Regno (sola Parte I)	»	70	40	25
All'estero (Paesi dell'Unione postale)	»	120	80	50

Un numero separato fino a 32 pagine *cent. 60* — Arretrato *cent. 80*; all'estero *L.20* — Se il giornale si compone di oltre 32 pagine aumenta di *cent 60* ogni 32 pagine o frazioni — Ogni foglio delle inserzioni, di 4 pagine, *cent. 30* — Arretrato *cent. 40.*

Inserzioni.

Annunzi giudiziari . . . . L. 2.00 } per ogni linea di colonna e
Altri avvisi . . . . » 3.00 } spazio di linea.

Le pagine destinate per le inserzioni, agli effetti del computo delle linee e degli spazi di linea, si considerano sempre divise in due colonne verticali.

Gli originali degli avvisi debbono essere redatti su *carta da bollo da Lire TRE* ed accompagnati da un *deposito preventivo in ragione di lire CENTOVENTI (L. 120) per ogni pagina di manoscritto.*

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali a decorrere dal 1° d'ogni mese. — Le richieste per le inserzioni debbono essere dirette esclusivamente alla **Amministrazione della « Gazzetta Ufficiale » presso il Provveditorato Generale dello Stato - Ministero delle Finanze** *(Tel. 91-86). — All'importo di ciascun vaglia postale ordinario e telegrafico si aggiunga sempre la tassa di bollo di centesimi cinque o dieci.*

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2749.

Accordi stipulati fra l'Italia ed altri Stati per la repressione della tratta delle bianche e per la soppressione di quella delle donne e dei fanciulli.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato *ad interim* per gli affari esteri e Ministro per l'interno, di concerto con i Ministri per le colonie, per la giustizia e gli affari del culto, per le finanze e per l'economia nazionale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti accordi stipulati fra l'Italia ed altri Stati:

1° Convenzione internazionale di Parigi, del 4 maggio 1910, per la repressione della tratta delle bianche;

2° Convenzione internazionale di Ginevra, del 30 settembre 1921, per la soppressione della tratta delle donne e dei fanciulli.

Art. 2.

Il presente decreto entrerà in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — OVIGLIO — DE' STEFANI — CORBINO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.

Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches.

Les Souverains, Chefs d'Etat et Gouvernements des Puissances ci-après désignées.

Egalement désireux de donner le plus d'efficacité possible à la répression du trafic connu sous le nom de « Traite des blanches », ont résolu de conclure una Convention à cet effet et, après qu'un projet eût été arrêté dans une première Conférence réunie à Paris du 15 au 25 juillet 1902, ont désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis dans une deuxième Conférence à Paris du 18 avril au 4 mai 1910 et qui sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Doit être puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, a embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure, en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

Art. 2.

Doit être aussi puni quiconque, pour satisfaire les passions d'autri, a, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou fille majeure en vue de la débauche, alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs de l'infraction auraient été accomplis dans des pays différents.

Art. 3.

Les Parties Contractantes dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante pour réprimer les infractions prévues par les deux articles précédents, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soient punies suivant leur gravité.

Art. 4.

Les Parties Contractantes se communiqueront, par l'entremise du Gouvernement de la République française, les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente Convention.

Art. 5.

Les infractions prévues par les articles 1 et 2 seront, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente Convention, réputées être inscrites de plein droit au nombre des infractions donnant lieu à extradition d'après les Conventions déjà existantes entre les Parties Contractantes.

Dans les cas où la stipulation qui précède ne pourrait recevoir effet sans modifier la législation existante, les Parties Contractantes s'engagent à prendre au à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires.

Art. 6.

La trasmission des commissions rogatoires relative aux infractions visées par la présente Convention s'opérera:

1° Soit par communication directe entre les autorités judiciaires;

2° Soit par l'entremise de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis: cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente et recevra directement de cette autorité les pièces constatant l'exécution de la commission rogatoire;

(dans ces deux cas, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure de l'Etat requis);

3° Soit par la voie diplomatique.

Chaque Partie Contractante fera connaître, par une communication adressée à chacune des autres Parties Contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires venant de cet Etat.

Toutes les difficultés qui s'élèveraient à l'occasion des transmissions opérées dans les cas des 1° et 2° du présent article seront réglées par la voie diplomatique.

Sauf entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée soit dans la langue de l'autorité requise, soit dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, ou bien elle doit être accompagnée d'une traduction faite dans une de ces deux langues et certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat requérant ou par un traducteur-juré de l'Etat requis.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes au frais de quelque nature que ce soit.

Art. 7.

Les Parties Contractantes s'engagent à se communiquer les bulletins de condamnation, lorsqu'il s'agit d'infractions visées par la présente Convention et dont les éléments constitutifs ont été accomplis dans des pays différents.

Ces documents seront transmis directement par les autorités désignées conformément à l'article premier de l'Arrangement conclu à Paris le 18 mai 1904, aux autorités similaire des autres Etats contractants.

Art. 8.

Les Etats non signataires sont admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra par la voie diplomatique copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'Etat adhérent relativement à l'objet de la présente Convention.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant.

L'adhésion à la Convention entraînera de plein droit, et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904, qui entrera en vigueur, à la même date que la Convention elle-même, dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent.

Il n'est toutefois pas dérogé, par la disposition précédente, à l'article 7 de l'Arrangement précité du 18 mai 1904 qui demeure applicable au cas où un Etat préférerait faire acte d'adhésion seulement à cet Arrangement.

Art. 9.

La présente Convention, complétée par un *Protocole de clôture* qui en fait partie intégrante, sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Paris, dès que six des Etats contractants seront en mesure de la faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratification un procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Art. 10.

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet Etat.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, la Convention cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat qui l'aura dénoncée.

La dénonciation de la Convention n'entrainera pas de plein droit dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904, à moins qu'il n'en soit fait mention expresse dans l'acte de notification; sinon, l'Etat contractant devra, pour dénoncer ledit Arrangement, procéder conformément à l'article 8 de ce dernier accord.

Art. 11.

Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Il sera donné, dans ledit acte de notification, pour ces colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, communication des lois qui y ont été rendues relativement à l'objet de la présent Convention. Les lois qui, par la suite, viendraient à y être rendues, donneront lieu également à des communications aux Etats contractants, conformément à l'article 4.

Six mois après la date du dépôt de l'acte de notification, la Convention entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

L'Etat requérant fera connaître, par une communication adressée à chacun des autres Etats contractants, celui ou ceux des modes de transmission qu'il préfère pour les commissions rogatoires à destination des colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, qui auront fait l'objet de la notification visée au premier alinéa du présent article.

La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

L'adhésion à la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires entrainera, de plein droit et sans notification spéciale, adhésion concomitante et entière à l'Arrangement du 18 mai 1904. Ledit Arrangement y entrera en vigueur à la même date que la Convention elle-même. Toutefois la dénonciation de la Convention par un Etat contractant pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires n'y entrainera pas de plein droit, à moins de mention expresse dans l'acte de notification, dénonciation concomitante de l'Arrangement du 18 mai 1904; d'ailleurs, sont mantenues les déclarations que les Puissances signitaires de l'Arrangement du 18 mai 1904 ont pu faire touchant l'accession de leurs colonies audit Arrangement.

Néanmoins, à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, les adhésions ou dénonciations s'appliquant à cet Arrangement et relatives aux colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires des Etats contractants, s'effectueront conformément aux dispositions du présent article.

Art 12.

La présente Convention, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signée à Paris jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissance représentées à la deuxième Conférence relative à la répression de la Traite des Blanches.

Fait a Paris, le quatre mai mil neuf cent dix, en un seul exemplaire dont une copie certifiée conforme sera délivrée à chacune des Puissances signataires.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Protocole de clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés jugent utile d'indiquer l'esprit dans lequel il faut entendre les articles 1, 2 et 3 de cette Convention et suivant lequel il est désirable que, dans l'exercice de leur souveraineté législative, les Etats contractants pourvoient à l'exécution des stipulations arrêtées ou à leur complément

A. — Les dispositions des articles 1 et 2 doivent être considérées comme un *minimum* en ce sens qu'il va de soi que les Gouvernements contractants demeurent absolument libres de punir d'autres infractions analogues, telles, par exemple, que l'embauchage des majures alors qu'il n'y aurait ni fraude ni contrainte.

B. — Pour la répression des infractions prévues dans les articles 1 et 2, il est bien entendu que les mots « femme ou fille mineure, femme ou fille majeure », désignent les femmes ou les filles mineures ou majeures de vingt ans accomplis. Une loi peut toutefois fixer un âge de protection plus élevé à la condition qu'il soit le même pour les femmes ou des filles de toute nationalité.

C. — Pour la répression des mêmes infractions, la loi devrait edicter, dans tous les cas, une peine privative de liberté, sans préjudice de toutes autres peines principales ou accessoires; elle devrait aussi tenir compte, indépendamment de l'âge de la victime, des circostances aggravantes diverses qui peuvent se rencontrer dans l'espèce, comme celles qui sont visées par l'article 2 ou le fait que la victime aurait été effectivement livrée à la débauche.

D. — Le cas de rétention, contre son gré, d'une femme ou fille dans une maison de débauche, n'a pu, malgré sa gravité, figurer dans la présente Convention, parce qu'il relève exclusivement de la législation intérieure.

Le présent Protocole de clôture sera considéré comme faisant partie intégrante de la Convention de ce jour et aura même force, valeur et durée.

Fait et signé en un seul exemplaire, à Paris, le 4 mai 1910.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

SOCIETE DES NATIONS.

Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants.

Ouverte à la signature, à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.

L'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, l'Empire Britannique (avec le Canada, le Commonwealth d'Australie, l'Union Sud-Africaine, la Nouvelle-Zélande et l'Inde, le Chili, la Chine, la Colombie, Costa-Rica, Cuba, l'Esthonie, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Perse, la Pologne (avec Dantzig), le Portugal, la Roumanie, le Siam, la Suède, la Suisse et la Tchécoslovaquie.

Désireux d'assurer d'une manière plus complète la répression de la traite des femmes et des enfants, désignée dans les préambules de l'Arrangement du 18 mai 1904 et de la Convention du 4 mai 1910 sous le nom de « Traite des Blanches »;

Ayant pris connaissance des recommandations inscrites à l'Acte final de la Conférence internationale qui s'est réunie à Genève, sur convocation du Conseil de la Société des Nations, du 30 juin au 5 juillet 1921; et

Ayant décidé de conclure une Convention additionnelle à l'Arrangement et à la Convention ci-dessus mentionnés:

Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires:

Le Président du Conseil suprême de l'Albanie:

Monseigneur Fan S. Noli, député au Parlement, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président du Reich allemand:

Son Excellence le Dr Adolf Müller, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Le Président de la République d'Autriche:

Son Excellence M. Albert Mensdorff-Pouilly-Dietrichstein, ancien Ambassadeur, Delégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Michel Levie, Ministre d'Etat, Président de la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil:

Son Excellence le Dr Gastão da Cunha, Ambassadeur à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Le Très Honorable Arthur James Balfour, O. M., M. P., Lord Président du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations. Et

Pour le Dominion du Canada:

Le Très Honorable Charles Joseph Doherty, Ministre de la Justice et Procureur général, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour le Commonwealth d'Australie:

Le Capitaine Stanley Melbourne Bruce, M. C., Membre de la Chambre des Député, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour l'Union Sud-Africaine:

L'Honorable Sir Edgar Harris Walton, K. C. M. G., Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine au Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande:

Le Très Honorable Sir James Allen, K. C. B., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Pour l'Inde:

L'Honorable Theo Russell, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à Berne.

Le Président de la République du Chili:

Son Excellence M. Agustin Edwards, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Son Excellence M. Manuel Rivas Vicuña, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Chine:

Son Excellence M. Ouang Yong-Pao, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Le Président de la République de Colombie:

Son Excellence M. le Dr Francisco José Urrutia, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Son Excellence M. le Dr A. J. Restrepo, Avocat de la République pour l'arbitrage colombo-vénézuélien, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Costa-Rica:

Son Excellence M. Manuel Maria de Peralta, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Cuba:

Son Excellence M. Guillermo de Blanck, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne et à La Haye, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République esthonienne:

Son Excellence M. Antoine Piip, Ministre des Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Vassili Dendramis, Directeur du Secrétariat hellénique permanent auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Son Altesse Sérénissime le Gouverneur de Hongrie:

M. Félix Parcher de Terjekfalva, Chargé d'Affaires à Berne.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence le Marquis G. Imperiali dei Principi di Francavilla, Ambassadeur, délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Son Excellence M. le Baron G. Hayashi, Ambassadeur à Londres, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République de Lettonie:

M. M. V. Salnais, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République lithuanienne:

M. Ernest Galvanauskas, Ministre des Finances, du Commerce, de l'Industrie et des Voies de communication, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. le Professeur Dr Fridtjof Nansen, Président de la Délégation norvégienne à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer A. T. Baud, Attaché à la Légation des Pays-Bas à Berne.

Sa Majesté impériale le Shah de Perse:

Son Altesse le Prince Arfa-ed-Dowleh, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République polonaise:

M. Jean Perlowski (1), Secrétaire général de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Le Président de la République portugaise:

Son Excellence M. Alfredo Freire d'Andrade, ancien Ministre des Affaires etrangères, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

Son Excellence M E. Margaritesco Greciano, Ministre plénipotentiaire, Chargé d'Affaires à Berne, Délégué à la Conférence internationale sur la traite des femmes et des enfants.

Sa Majesté le Roi de Siam:

Son Altesse le Prince Charoon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Conférence internationale de la traite des femmes et des enfants et à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Conseil Fédéral de la Confédération suisse:

M. Giuseppe Motta, conseiller fédéral, Chef du Département politique fédéral, Délégué à la deuxième Assemblée de la Société des Nations.

Le Président de la République tchécoslovaque:

Son Excellence M. le Dr Robert Flieder, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des disposition suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, pour autant qu'elles ne seraient pas encore parties à l'Arrangement du 18 mai 1904 et à la Convention du 4 mai 1910, de transmettre, dans le plus bref délai et dans la forme prévue aux Arrangement et Convention cidessus visés, leurs ratification des dits Actes ou leurs adhésions aux dits Actes.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre toutes mesures en vue de rechercher et de punir les individus qui se livrent à la traite des enfants de l'un et de l'autre sexe, cette infraction étant entendue dans le sens de l'article premier de la Convention du 4 mai 1910.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de prendre les mesures nécessaires en vue de punir les tentatives d'infractions et, dans les limites légales, les actes préparatoires des infractions prévues aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, au cas où il n'existerait pas entre elles de convention d'extradition, de prendre toutes les mesures qui sont en leur pouvoir pour l'extradition des individus prévenus des infractions visées aux articles 1 et 2 de la Convention du 4 mai 1910, ou condamnés pour de telles infractions.

Art. 5.

Au paragraphe B du Protocole final de la Convention de 1910, les mots « Vingt ans révolus » seront remplacés par les mots « vingt et un ans révolus ».

(1) M. Perlowski est chargé en même temps par le Gouvernement polonais de représenter la Ville libre de Dantzig.

Art. 6.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, dans le cas où elles n'auraient pas encore pris de mesures législatives ou administratives concernant l'autorisation et la surveillance des agences et des bureaux de placement, d'édicter des réglements dans ce sens afin d'assurer la protection des femmes et des enfants cherchant du travail dans un autre pays.

Art. 7.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en ce qui concerne leurs service d'immigration et d'émigration, de prendre des mesures administratives et législatives destinées à combattre la traite des femmes et des enfants Elles conviennent notamment d'édicter les règlements nécessaires pour la protection des femmes et des enfants voyageant à bord des navires d'émigrants, non seulement au départ et à l'arrivée, mais aussi en cours de route, et à prendre des dispositions en vue de l'affichage, dans les gares et dans les ports, d'avis mettant en garde les femmes et les enfants contre les dangers de la traite et indiquant les lieux où ils peuvent trouver logement, aide et assistance.

Art. 8.

La présente Convention, dont le texte française et le texte anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 31 mars 1922.

Art. 9.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux autres Membres de la Société et aux Etats admis à signer la Convention. Les instruments de ratification seront déposés aux archives du Secrétariat.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention dès que le dépôt de la première ratification aura été effectué.

Art. 10.

Les Membres de la Société des Nations n'ayant pas signé la présente Convention avant le 1er avril 1922 pourront y adhérer.

Il en sera de même des Etats non Membres de la Société auxquels le Conseil de la Société pourra décider de communiquer officiellement la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Secrétaire général de la Société, qui en avisera toutes les Puissances intéressée, en mentionnant la date de la notification.

Art. 11.

La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque partie, à la date du dépôt de sa ratification ou de son acte d'adhésion.

Art. 12.

La présente Convention pourra être dénoncée par tout Membre de la Société ou Etat, partie à ladite Convention, en donnant un préavis de douze mois. La dénonciation sera effectuée par une notification écrit adressée au Secrétaire général de la Société. Celui-ci trasmettra immédiatement à toutes les autres parties des exemplaires de cette notification en indiquant la date de réception.

La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général et ne sera valable que pour l'Etat qui l'aura notifiée.

Art. 13.

Le Secrétaire général de la Société tiendra une liste de toutes les parties qui ont signé, ratifié ou dénoncé la présente Convention ou y ont adhéré. Cette liste pourra être, en tout temps, consultée par les Membres de la Société; il en sera donné publication aussi souvent que possible, suivant les instructions du Conseil.

Art 14.

Tout Membre ou Etat signataire peut déclarer que sa signature n'engage pas soit l'ensemble, soit telle de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats ou territoires soumis à sa souveraineté ou à son autorité, et peut, ultérieurement, adhérer séparément au nom de l'une quelconque de ses colonies, possessions d'outre-mer, protectorats ou territoires exclus par cette déclaration,

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour toute colonie, possession d'outre-mer, protectorat ou territoire soumis à sa souveraineté ou autorité; les dispositions de l'article 12 s'appliqueront à cette dénonciation.

Faite à Genève, le trente septembre mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire, qui reste déposé aux archives de la Société des Nations

Union Sud-Africaine: E. H. Walton.
Albanie: F. S. Noli.
Allemagne: Dr Adolf Müller.
Australie: S. M. Bruge (1).
Autriche: Albert Mensdorff.
Belgique: Michel Levie
Brésil: Gastão Da Cunha.
Empire Britannique: Artur James Balfour (2).
Canada: Charles J. Doherty.
Chili: Agustin Edwards, Manuel Rivas Vicuña.
Chine: Ouang Yong-Pao.
Colombie: Francisco Josè Urrutia, A. J. Restrepo (3).
Costa-Rica: Manuel M. de Peralta.
Cuba: G. de Blanck.
Esthonie: Ant. Piip.
Grèce: Vassili Dendramis.
Hongrie: Félix Parcher.
Inde: Theo Russell (4).
Italie: Imperiali (5).
Japon: Hayashi (6) .
Lettonie: M V. Salnaïs.
Lithuanie: Galvanauskas.
Norvège: Fridtiof Nansen.
Pays-Bas: A. T. Baud.
Perse: Prince Arfa-Ed-Dowleh.
Pologne et Dantzig: Perlowski.
Portugal: A. Freire D'Andrade.
Roumanie: Margaritesco Greciano.
Siam: Charoon (7).
Suède: Adlercreutz (8).
Suisse: Motta (9).
Tchécoslovaquie: Dr. Robert Flieder.
Nouvelle-Zélande: J. Allen (10).

---

(1) Je déclare par les présentes que ma signature n'engage pas la Papouasie, l'île de Norfolk et le territoire sous mandat de Nouvelle-Guinée.

(2) Je déclare par les présentes que ma signature n'engage pas l'île de Terre-Neuve, les Colonies et Protectorats britanniques, l'île de Nauru et les territoires administrés sous mandat par le Grande-Bretagne.

(3) Sous réserve de l'approbation ultérieure du Congrès de Colombie.

(4) Je déclare par les présentes que l'Inde se réserve entièrement le droit de substituer l'âge de seize ans ou tout âge plus élevé qui pourra être fixé ultérieurement aux limites d'âge prescrites au § *b*) du protocole de clôture de la Convention, du 4 mai 1910 et à l'article 5 de la présente Convention.

(5) Sous réserve d'une nouvelle déclaration du Gouvernement Royal, je déclare que ma signature n'engage pas les Colonies italiennes.

(6) Le soussigné, délégué du Japon, réserve le droit au nom de son Gouvernement d'ajourner la confirmation de l'article 5 de la présente Convention et déclare que sa signature n'engage ni la Corée, ni Formose, ni le territoire loué du Kwantung.

(7) En faisant des réserves sur la limite d'âge prescrite au § *b*) du Protocole final de la Convention de 1910 et à l'article 5 de la présente Convention, en tant qu'ils s'appliquent aux ressortissants du Siam.

(8) Sous réserve de ratification avec l'approbation du Riksdag.

(9) Sous réserve de ratification par l'Assemblée fédérale.

(10) Je déclare par la présente que ma signature n'engage pas le territoire sous mandat du Samoa occidental.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 20 dicembre 1923, n. 2810.

Modificazioni al R. decreto 27 agosto 1923, n. 1995, relative alla trasformazione degli uffici postali, telegrafici e telefonici delle nuove Provincie.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei pieni poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Veduto il R. decreto 27 agosto 1923, n. 1995, relativo alla trasformazione degli uffici postali, telegrafici e telefonici delle nuove Provincie;

Veduto il R. decreto 16 ottobre 1923, n. 2428, relativo al l'ordinamento delle ricevitorie postali, telegrafiche e telefoniche e del relativo personale;

Inteso il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le poste ed i telegrafi;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Per la trasformazione in ricevitorie o in uffici secondari degli uffici succursali postali telegrafici delle nuove Provincie che non provvedono all'inoltro dei telegrammi per apparato telegrafico o telefonico, i coefficienti relativi al reddito telegrafico, di cui alla lettera *b*), dell'art. 11 del R. decreto 27 agosto 1923, n. 1995, devono essere ridotti a metà, cioè nella misura del 25, del 15 e del 10 per cento a seconda del reddito.

Art. 2.

A modificazione delle disposizioni portate dai capoversi secondo e sesto dell'art. 14, del R. decreto 27 agosto 1923, n. 1995, la gerenza delle ricevitorie delle nuove Provincie può essere affidata agli impiegati avventizi, o anche ad estranei all'Amministrazione postale, che abbiano raggiunto la maggiore età, cioè che abbiano compiuto il 21° anno di età, a norma del R. decreto 21 dicembre 1922, n. 1685.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — COLONNA DI CESARÒ.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 gennaio 1924.
Atti del Governo, registro 220, foglio 24. — GRANATA.

REGIO DECRETO 23 dicembre 1923, n. 2843.

Estensione all'Amministrazione dell'Aeronautica del regolamento per i trasporti militari sulle Ferrovie dello Stato.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 24 gennaio 1923, n. 62;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Su proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Commissario per l'aeronautica, di concerto con i Ministri per le finanze e per i lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il regolamento per i trasporti militari sulle Ferrovie dello Stato, approvato con R. decreto 1° luglio 1911 e successive modificazioni, è applicabile anche all'Amministrazione dell'Aeronautica.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI — CARNAZZA.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 gennaio 1924.
Atti del Governo, registro 220, foglio 57. — GRANATA.

REGIO DECRETO 9 dicembre 1923, n. 2812.

Modificazioni alle disposizioni riguardanti l'Opera di previdenza e la Cassa sovvenzioni istituite a favore degli impiegati dello Stato e loro famiglie non aventi diritto a pensione.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Visto il R. decreto 26 febbraio 1920, n. 219, convertito in legge 2 luglio 1922, n. 896, che stabilì le norme per il funzionamento dell'Opera di previdenza istituita a favore del personale civile e dei loro superstiti non aventi diritto a pensione;

Visti i Regi decreti 10 luglio 1921, n. 949; 29 gennaio 1922, n. 118, ed 11 marzo 1923, n. 614, recanti modificazioni al decreto 26 febbraio 1920, n. 219;

Vista la legge 22 luglio 1906, n. 623, che istituì la Cassa sovvenzioni per gli impiegati e superstiti di impiegati civili dello Stato non aventi diritto a pensione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Al secondo comma dell'art. 8 del R. decreto 26 febbraio 1920, n. 219, modificato dall'art. 9 del R. decreto 11 marzo 1923, n. 614, è aggiunta la seguente disposizione:

d) nel conferimento di borse di studio a favore di orfani delle scuole elementari, le cui famiglie risultano versare in tristi condizioni economiche.

Art. 2.

L'assegno che l'Opera di previdenza gestita dalla Cassa dei depositi e prestiti conferisce all'impiegato dispensato dal servizio per infermità o per avanzata età senza diritto a pensione non può essere inferiore a L. 1200 nè superiore ad un terzo della media degli stipendi dell'ultimo triennio di servizio.

La presente disposizione è applicabile dal 1° gennaio 1924, anche agli assegni della specie già conferiti, restando così modificata l'ultima parte del primo comma dell'art. 7 del R. decreto 11 marzo 1923, n. 614.

Art. 3.

Gli assegni vitalizi concessi e da concedersi dalla Cassa sovvenzioni agli impiegati dispensati dal servizio per infermità o per avanzata età senza diritto a pensione potranno dal 1° gennaio 1924 essere determinati dal Consiglio di amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza nella misura variante da L. 1200 a lire 1500, tenuto conto del grado e dello stipendio percepito dagli ex-funzionari.

Art. 4.

L'ultimo comma dell'art. 11 della legge 22 luglio 1906, numero 623, è modificato nel senso che sono ammessi ai concorsi per assegni vitalizi sulla Cassa sovvenzioni anche le vedove e gli orfani (figli minorenni e figlie nubili, anche se maggiorenni) di impiegati civili dello Stato usciti dal servizio per età avanzata, o per infermità, senza aver diritto a pensione.

Dalla data del presente decreto, la riversibilità degli assegni di cui all'art. 15 della legge 22 luglio 1906, n. 623, deve effettuarsi soltanto a favore di orfani ed orfane minorenni sino al raggiungimento della maggiore età.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 gennaio 1924.
Atti del Governo, registro 220, *foglio* 26. — GRANATA.

REGIO DECRETO 2 dicembre 1923, n. 2811.

Revoca del R. decreto 15 luglio 1923, n. 2139, che concede alla Unione italiana dell'educazione popolare ed alla Federazione italiana delle biblioteche popolari, l'esenzione dalle tasse per la spedizione di pacchi postali contenenti oggetti di cancelleria e libri.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Visto il R. decreto 15 luglio 1923, n. 2139;

Visto il R. decreto 11 febbraio 1923, n. 426;

Inteso il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le poste ed i telegrafi, di concerto con i Ministri per le finanze e per la pubblica istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Il R. decreto 15 luglio 1923, n. 2139, col quale è stata concessa l'esenzione dalle tasse postali all'« Unione italiana dell'educazione popolare », ed alla « Federazione italiana delle biblioteche popolari », per l'invio, mediante i francobolli speciali prescritti per l'esenzione, di pacchi ordinari non gravati d'assegno, contenenti libri ed oggetti di cancelleria, è revocato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — COLONNA DI CESARÒ — DE' STEFANI — GENTILE.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 gennaio 1924.
Atti del Governo, registro 220, *foglio* 25. — GRANATA.

REGIO DECRETO 23 dicembre 1923, n. 2815.

Autorizzazione a provvedere alla sistemazione dei locali carcerari.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;

Vista la legge 14 luglio 1889, n. 6165 (serie terza), sulla riforma penitenziaria;

Visto il regolamento generale degli stabilimenti carcerari e dei riformatori governativi, approvato con R. decreto 1° febbraio 1891, n. 260;

Visto il testo unico della legge comunale e provinciale approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148, e il regolamento per l'esecuzione di detta legge, approvato con R. decreto 12 febbraio 1911, n. 297;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto, di concerto col Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Ministro per la giustizia e gli affari di culto è autorizzato a determinare con suoi decreti:

1° Quali fra le attuali carceri giudiziarie centrali, succursali e mandamentali debbano essere soppresse;

2° Quali fra le attuali carceri giudiziarie centrali o mandamentali debbano essere convertite in carceri giudiziarie succursali di un carcere centrale;

3° Quali fra le attuali carceri mandamentali aventi sede in un Comune, già capoluogo di mandamento, dovranno essere conservate temporaneamente come sussidiarie del carcere del mandamento al quale il Comune è stato aggregato.

Le spese per le carceri mandamentali sussidiarie, di cui al precedente n. 3 faranno carico a tutti i Comuni della nuova circoscrizione mandamentale, osservate per la loro ripartizione le norme vigenti.

Art. 2.

La quota di concorso dei Comuni nella spesa delle carceri giudiziarie, centrali o succursali, istituite in dipendenza del presente decreto, che vengano adibite anche a carceri mandamentali, sarà ragguagliata alla spesa media, effettiva o presunta, da essi sostenuta nell'ultimo quinquennio.

Le spese per le carceri mandamentali nelle località ove esistevano carceri giudiziarie centrali o succursali, faranno

carico esclusivamente ai Comuni del mandamento dal giorno della soppressione del carcere giudiziario centrale o succursale.

Art. 3.

Il Nostro Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto è autorizzato a dare tutte le disposizioni occorrenti per la esecuzione del presente decreto, che andrà in vigore dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — OVIGLIO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *gennaio* 1924.
Atti del Governo, registro 220, *foglio* 29. — GRANATA.

REGIO DECRETO 16 dicembre 1923, n. 2821.

Modificazione della circoscrizione mandamentale delle provincie del Friuli, di Trieste e dell'Istria agli effetti amministrativi.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione di poteri conferita al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Veduti il testo unico 4 febbraio 1915, n. 148 della legge comunale e provinciale, nonchè i Regi decreti 11 gennaio 1923, n. 9, e 18 gennaio 1923, n. 53;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Ferma restando, agli effetti giudiziari, la circoscrizione mandamentale nelle provincie del Friuli, di Trieste e dell'Istria, quale fu stabilita nella tabella annessa al R. decreto 24 marzo 1923, n. 601, ai fini degli articoli 92 e seguenti della legge comunale e provinciale, testo unico 4 febbraio 1915, n. 148:

a) i sottoindicati mandamenti giudiziari sono riuniti come segue:
Idria con Plezzo, Canale e Tolmino (capoluogo Idria);
Gradisca con Cormons (capoluogo Gradisca);

b) i mandamenti giudiziari di Aidussina e di Comeno sono riuniti in unica circoscrizione mandamentale (capoluogo Aidussina), cui vengono altresì aggregati tutti i comuni del mandamento giudiziario di Gorizia, eccettuati Gorizia e Lucinico, coi quali resta costituita la circoscrizione mandamentale che ha per capoluogo Gorizia;

c) i comuni di Chiusaforte, Dogna, Moggio Udinese, Pontebba, Raccolana, Resia, Resiutta e quelli dell'attuale mandamento giudiziario di Tarvisio sono riuniti in unica circoscrizione mandamentale con capoluogo Pontebba;

d) sono riuniti i mandamenti giudiziari di Postumia e di Senosecchia (capoluogo Postumia);

e) i comuni di Castelnuovo, Elsane e Matteria, vengono staccati dal mandamento giudiziario di Bisterza e riuniti in separata circoscrizione mandamentale con capoluogo Castelnuovo;

f) il comune di Draguccio del mandamento giudiziario di Pisino è aggregato alla circoscrizione mandamentale di Pinguente.

Art. 2.

Nulla è innovato, anche agli effetti amministrativi, per gli altri mandamenti delle predette Provincie.

Art. 3.

Il presente decreto entrerà in vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *gennaio* 1924.
Atti del Governo, registro 220, *foglio*, 35. — GRANATA.

REGIO DECRETO 30 dicembre 1923, n. 2842.

Estensione alla Regia aeronautica del regolamento di disciplina militare per il Regio esercito.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 24 gennaio 1923, n. 62, e la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Visto il R. decreto 28 marzo 1923, n. 645;
Visto il decreto Commissariale in data 22 giugno 1923;
Visti i decreti Commissariali in data 31 luglio 1923 e 12 ottobre 1923;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Commissario per l'aeronautica, di concerto con i Ministri per la guerra, per la marina e col Ministro per la giustizia e gli affari di culto;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Gli ufficiali, i sottufficiali e i militari di truppa della Regia aeronautica sono soggetti, sia nei rapporti tra loro, sia con i militari del Regio esercito e della Regia marina, alle disposizioni del regolamento di disciplina militare per l'Esercito, meno per quelle riguardanti l'uniforme.

Art. 2.

La composizione delle varie divise degli ufficiali, dei sottufficiali, dei militari di truppa della Regia aeronautica, ed i modelli del vestiario ed accessori saranno stabiliti ed approvati, insieme alle norme concernenti il loro uso, d'ordine Nostro, dal Presidente del Consiglio dei Ministri, Commissario per l'aeronautica.

Art. 3.

Ai militari della Regia aeronautica, di cui è cenno nell'art. 1, sono estese le disposizioni contenute nel Codice pe-

nale militare per il Regio esercito e le successive sue modificazioni.

La giurisdizione territoriale dei tribunali militari è quella stessa stabilita per il Regio esercito.

Art. 4.

Le dipendenze gerarchiche fra i militari della Regia aeronautica e la corrispondenza fra i gradi della Regia aeronautica e quelli del Regio esercito e della Regia marina, sono stabiliti dall'annessa tabella, firmata d'ordine Nostro dal Commissario per l'aeronautica.

Art. 5.

Il presente decreto entrerà in vigore dal giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DIAZ — DI REVEL — OVIGLIO.

Visto, *il Guardasigilli:* OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 gennaio 1924.
Atti del Governo, registro 220, foglio 56. — GRANATA.

Tabella relativa alla corrispondenza di grado tra il personale della Regia aeronautica e quello del Regio esercito e della Regia marina.

REGIA AERONAUTICA

Grado
—
3° Comandante generale
4° Comandanti di squadra aerea e generali capi
5° Comandanti di divisione aerea
6° Comandanti di stormo e colonnelli
7° Vice comandanti di stormo e tenenti colonnelli
8° Comandanti di gruppo e maggiori
9° Comandanti di squadriglia e capitani
10° Tenenti di squadriglia e tenenti
11° Sottotenenti di squadriglia e sottotenenti

Maresciallo di 1ª classe
Maresciallo di 2ª classe
Maresciallo
Sergente maggiore
Sergente
Primo aviere
Aviere scelto
Aviere

REGIO ESERCITO

Grado
—
3° Generali di corpo d'armata
4° Generali di divisione e generali capi
5° Generali di brigata
6° Colonnelli
7° Tenenti colonnelli
8° Maggiori
9° Capitani
0° Tenenti
1° Sottotenenti

Maresciallo maggiore
Maresciallo capo
Maresciallo
Sergente maggiore
Sergente
Caporale maggiore
Caporale
Soldato

REGIA MARINA

Grado
—
3° Vice ammiragli di squadra
4° Contrammiragli di divisione e generali capi
5° Contrammiragli
6° Capitani di vascello
7° Capitani di fregata
8° Capitani di corvetta
9° Tenenti di vascello
10° Sottotenenti di vascello
11° Guardiamarina

Capo di 1ª classe
Capo di 2ª classe
—
Secondo capo anziano
Secondo capo
Sottocapo
—
Comune

Visto, d'ordine di S. M. il Re

Il Commissario:
MUSSOLINI.

RELAZIONI e REGI DECRETI:

Scioglimento dei Consigli comunali di Sant'Ilario Ligure (Genova), di Lungro (Cosenza), di Casalvecchio Siculo (Messina) e di Serino (Avellino).

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 18 novembre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Sant'Ilario Ligure, in provincia di Genova.

MAESTA',

L'amministrazione comunale di Sant'Ilario Ligure, sorta dalle elezioni generali del 1920 e successivamente integrata con elezioni suppletive nel gennaio 1922, ha avuta sin dall'inizio paralizzata ogni sua attività da gravi e persistenti competizioni personali fra i maggiori esponenti dell'Amministrazione stessa divisa in due gruppi di forze pressochè equivalenti I ripetuti tentativi fatti dall'autorità politica per ricondurre gli amministratori al sereno adempimento del compito loro affidato, sono riusciti infruttuosi, ed un'ultima e recente inchiesta ha posto, anzi in luce le deplorevoli condizioni alle quali è ridotta quella civica azienda.

L'ufficio comunale trovasi nel più grave disordine, privo di registri e di scritture contabili, non è stato compilato il bilancio per l'esercizio in corso, non sono stati formati i ruoli per le tasse comunali relative agli ultimi due esercizi, sebbene la deficienza di cassa non consenta il pagamento di spese e degli assegni al personale; tutti i servizi pubblici sono in completo abbandono.

Rilievi di particolare gravità ha fatto l'inquirente a carico di un impiegato avventizio e di alcuni amministratori per irregolare gestione della contabilità per sussidi ai disoccupati, per mancato versamento in tesoreria di somme provenienti da vendita di loculi nel cimitero, da riscossione di canone daziario, di tassa di soggiorno e di cespiti diversi, nonchè per illecito maneggio di fondi del Comune, indebitamente ed arbitrariamente depositati o prelevati da amministratori diversi in un libretto della cassa postale di risparmio, intestato al Comune.

Problemi di vitale interesse per la popolazione sono stati completamente negletti e fra essi quello della costruzione dell'acquedotto, nonostante la conseguita approvazione del relativo progetto e l'ottenuta concessione del mutuo da parte della Cassa depositi e prestiti.

Tale gravissimo disordine della civica azienda ha determinato un vivissimo senso di malcontento ed un dilagante fermento che minaccia di turbare la pubblica quiete.

Anche per ragioni di ordine pubblico, oltre che per la necessità di riordinare i servizi e la finanza dell'Ente e di accertare meglio le responsabilità degli amministratori, si rende, quindi, indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente nomina di un Regio commissario A ciò provvede lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Sant'Ilario Ligure, in provincia di Genova, è sciolto.

Art. 2.

Il signor cav. Achille Mezzo è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 18 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 27 dicembre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Lungro, in provincia di Cosenza.

MAESTÀ,

Subito dopo l'esecuzione di un'inchiesta sul funzionamento dell'amministrazione comunale di Lungro, sorta dalle elezioni generali del 1920, undici consiglieri, sui quindici assegnati al Comune, hanno rassegnate le dimissioni, rendendo necessario assicurare la continuità dei pubblici servizi a mezzo di un Commissario prefettizio.

Poichè le condizioni locali dello spirito pubblico, tuttora anormali, non consentono per ora la convocazione dei comizi elettorali per la rinnovazione integrale della rappresentanza, a norma dell'art. 280 della legge comunale e provinciale, appare indispensabile conferire al Commissario i maggiori poteri che gli consentano di provvedere in modo adeguato al riordinamento amministrativo e contabile della civica azienda e dei servizi che ne dipendono, provvedendo allo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente conversione in Regio del predetto Comissario. In tale senso provvede lo schema di decreto che mi onoro sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Lungro, in provincia di Cosenza, è sciolto.

Art. 2.

Il signor dott. Eugenio De Simone è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 27 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 7 ottobre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Casalvecchio Siculo, in provincia di Messina.

SIRE,

Da tempo tra la popolazione di Casalvecchio Siculo serpeggiava un vivo fermento contro gli amministratori del Comune, ai quali si addebitava di anteporre i propri personali interessi a quelli generali della civica azienda.

Il malcontento popolare, alimentato anche dai dissensi, che dividevano la compagine consigliare e che aveva già dato luogo a diversi incidenti durante la seduta consigliare del 17 luglio p. p. ha avuto la sua esplosione in una grave manifestazione avvenuta il 5 agosto scorso, durante la quale la forza pubblica, ad impedire l'invasione del Municipio, dovette far uso delle armi.

Un'inchiesta successivamente eseguita ha accertato la situazione insostenibile nella quale si trova la civica rappresentanza, che non raccoglie più la fiducia del corpo elettorale e non ne rispecchia i sentimenti e le tendenze.

Attualmente mentre il sindaco e tre consiglieri comunali, sui 15 sono dimissionari e due altri assenti dal Comune, l'eccitazione degli animi si mantiene assai viva, sì da destare le più serie preoccupazioni nei riguardi dell'ordine pubblico, che il più piccolo incidente, o pretesto potrebbe nuovamente turbare con imprevedibili conseguenze.

Prevalenti ragioni di ordine pubblico rendono pertanto indispensabile lo scioglimento del Consiglio comunale con la nomina di un Regio commissario, ed a ciò provvede lo schema di decreto, che mi onoro sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale approvata con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148, nonchè il testo unico delle leggi emanate in conseguenza del terremoto del 28 dicembre 1908, approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Casalvecchio Siculo, in provincia di Messina, è sciolto.

Art. 2.

Il signor prof. Pietro Stecchetti è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Art. 3.

Al Commissario predetto sono conferiti i poteri del Consiglio comunale a norma dell'art. 1, n. 9, del testo unico 19 agosto 1917, n. 1399, sopracitato.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Racconigi, addì 7 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 27 dicembre 1923, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di Serino, in provincia di Avellino.

MAESTÀ,

Sul funzionamento dell'amministrazione comunale di Serino, sorta dalle elezioni dell'ottobre 1922, è stata eseguita un'inchiesta che ha posto in luce numerose irregolarità nella gestione di quella civica azienda.

In ordine ai servizi contabili ed alle finanze dell'Ente è stato rilevato: il ritardo nella compilazione del bilancio; la mancata approvazione dei conti consuntivi che, dal 1917 in poi, non sono stati neanche resi al tesoriere; la costante omissione delle prescritte verifiche di cassa; lo abuso di pagamenti in base a buoni di anticipazione, spesso per spese non autorizzate. Nonostante le previsioni sempre fatte nella parte attiva del bilancio, non sono mai state compilate le matricole ed i ruoli per la riscossione delle tasse comunali; sono state concesse ingiustificate dilazioni al versamento delle somme dovute dagli aggiudicatari dei tagli dei boschi; è stato ritardato l'accertamento delle contabilità promiscue boschive con il comune di Santa Lucia di Serino.

Fra i pubblici servizi sono trascurate la manutenzione e la sistemazione stradale; non esiste la pubblica illuminazione; è deficiente la vigilanza annonaria; irregolare ed inspirata a criteri di eccessiva larghezza la fornitura dei medicinali ai poveri; non è stato dato efficace impulso alla soluzione del vitale problema dell'approvvigionamento idrico della popolazione.

In seguito alla contestazione degli addebiti, l'Amministrazione ha dato deduzioni non soddisfacenti.

Il disordine che dalle accennate irregolarità è derivato nel funzionamento della civica azienda e le dimissioni recentemente presentate dai consiglieri costituenti l'opposizione, hanno, inoltre inasprito i constrasti fra i partiti locali determinando una tensione d'animi che minaccia di turbare la pubblica tranquillità.

Anche per ragioni di ordine pubblico, oltre che per la necessità di provvedere alla riorganizzazione della finanza e dei servizi dell'Ente, si rende, quindi necessario lo scioglimento del Consiglio comunale con la conseguente nomina di un Regio commissario.

A ciò provvede lo schema di decreto che ho l'onore di sottoporre all'Augusta firma della Maestà Vostra.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Visti gli articoli 323 e 324 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con R. decreto 4 febbraio 1915, n. 148;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di Serino, in provincia di Avellino, è sciolto.

Art. 2.

Il signor cav. dott. Petrocelli Emilio, è nominato Commissario straordinario per l'amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro Ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 27 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

RELAZIONE e REGIO DECRETO 23 dicembre 1923.

Proroga di poteri dei Commissari straordinari di Reggio Calabria, Tropea e Gizzeria.

Relazione di S. E. il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri, a S. M. il Re, in udienza del 23 dicembre 1923, sul decreto che proroga i poteri dei Commissari straordinari di Reggio Calabria, Tropea e Gizzeria (Catanzaro).

SIRE,

Mi onoro sottoporre all'Augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che proroga di tre mesi i poteri dei Regi commissari dei comuni di Reggio Calabria, Tropea e Gizzeria (Catanzaro), per dar modo agli amministratori straordinari di completare la sistemazione della finanza e dei pubblici servizi, e non ravvisandosi, d'altronde, conveniente, attesa la situazione dei partiti locali, di indire subito le elezioni per la ricostituzione delle normali rappresentanze.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Veduti i Nostri precedenti decreti in data 1° marzo, 31 maggio e 27 agosto 1923 con cui vennero sciolti i Consigli comunali di Reggio Calabria, Tropea e Gizzeria (provincia di Catanzaro) nonchè quelli in data 27 maggio e 10 settembre stesso anno con cui venne prorogato di tre mesi il termine per la ricostituzione delle normali rappresentanze dei primi due Comuni;

Veduta la legge comunale e provinciale, nonchè il testo unico delle leggi emanate in conseguenza del terremoto del 28 dicembre 1908, approvato con decreto Luogotenenziale 19 agosto 1917, n. 1399;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Reggio Calabria, Tropea e Gizzeria è prorogato di tre mesi.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 23 dicembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

ISPETTORATO GENERALE DEL CREDITO E DELLE ASSICURAZIONI PRIVATE

Bollettino N. 4

CORSO MEDIO DEI CAMBI
del giorno 5 gennaio 1924.

	Media		Media
Parigi	113 05	Belgio	100 29
Londra	100 048	Olanda	8 825
Svizzera	405 78	Pesos oro	16 86
Spagna	298 125	Pesos carta	7 42
Berlino	—	New York	23 296
Vienna	0 0325	Oro	449 50
Praga	67 75		

Media dei consolidati negoziati a contanti.

		Con godimento in corso
CONSOLIDATI	3.50 % netto (1906)	76 54
	3.50 % » (1902)	71 —
	3.00 % lordo	48 06
	5.00 % netto	89 23

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto le leggi 14 luglio 1912, n. 834 e 3 aprile 1921, n. 742, concernenti provvedimenti per l'istruzione forestale;
Visto il regolamento approvato con R. decreto 2 ottobre 1922, numero 1408;
Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395;

Decreta:

Art. 1.

È aperto il concorso al posto di professore non stabile, (settimo grado) nel Regio istituto superiore forestale nazionale di Firenze, con l'annuo stipendio di L. 16,000, più L. 1200 di supplemento di servizio attivo, per l'insegnamento delle sistemazioni idraulico-forestali e costruzioni relative alle aziende forestali.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso (su carta da bollo da L. 3) dovranno pervenire al Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale delle foreste) entro tre mesi dalla data della prima pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Art. 3.

Le domande devono essere corredate dai seguenti documenti:
1° atto di nascita debitamente legalizzato;
2° certificato penale di data non anteriore di un mese a quella del presente decreto;
3° elenco compilato in carta libera ed in sei esemplari, dei titoli e delle pubblicazioni del candidato;
4° descrizione, in carta libera ed in cinque esemplari, sull'operosità scientifica ed eventualmente didattica del candidato;
5° i titoli e le pubblicazioni, queste possibilmente, in cinque esemplari;
6° ricevuta del pagamento eseguito ad un ufficio del registro della tassa di concorso di L. 100, ai termini del R. decreto 10 maggio 1923, n. 1173.

I concorrenti, che appartengono all'insegnamento o all'Amministrazione governativa sono dispensati dalla presentazione del documento di cui al n. 2.

Art. 4.

Sono ammessi quali pubblicazioni soltanto lavori stampati, e fra questi, dev'essere, almeno, una memoria originale concernente la disciplina che è oggetto della cattedra messa a concorso.

Art. 5.

Non saranno prese in considerazione le pubblicazioni pervenute al Ministero dopo la scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, anche se le pubblicazioni stesse fossero state presentate in tempo utile agli uffici postali.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 3 dicembre 1923.

Il Ministro: CORBINO.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Viste le leggi 14 luglio 1912, n. 834 e 3 aprile 1921, n. 742, concernenti provvedimenti per l'istruzione forestale;
Visto il regolamento approvato con R. decreto 2 ottobre 1922, numero 1408;
Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395;

Decreta:

Art. 1.

E' aperto un concorso al posto di professore non stabile (grado settimo) nel R. istituto superiore forestale di Firenze con l'annuo stipendio di L. 16,000 più L. 1200 di supplemento di servizio attivo, per la direzione della Stazione di silvicoltura istituita, a termini dell'art. 32 della legge 2 giugno 1910, n. 277, con la legge 3 aprile 1921, n. 742.

Art. 2.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta da bollo di L. 3, dovranno pervenire al Ministero dell'economia nazionale (Direzione generale delle foreste) entro tre mesi dalla data della prima pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Le domande devono essere corredate dai seguenti documenti:
1° atto di nascita debitamente legalizzato;
2° certificato penale di data non anteriore di un mese a quella del presente decreto;
3° elenco in carta semplice, compilato in sei esemplari, dei titoli e delle pubblicazioni del candidato;
4° descrizione in carta libera, compilata in cinque esemplari, dell'operosità scientifica, ed eventualmente didattica, del candidato;
5° i titoli e le pubblicazioni, queste ultime, possibilmente, in cinque esemplari;
6° ricevuta di pagamento ad un Ufficio del registro della tassa di concorso di L. 100 ai termini del R. decreto 10 maggio 1923, n. 1173.

I concorrenti che appartengono all'insegnamento o all'Amministrazione governativa sono dispensati dal presentare il documento, di cui al n. 2.

Art. 3.

Sono ammessi soltanto, come pubblicazioni, lavori stampati, e fra questi dev'essere almeno una memoria originale concernente ricerche ed esperienze in materia di silvicoltura.

Non saranno prese in considerazione le pubblicazioni, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali, le quali pervenissero al Ministero dopo la scadenza del termine prescritto per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 3 dicembre 1923.

Il Ministro: CORBINO.

BOSELLI GIUSEPPE, *gerente*.

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.